

Lise Dassieu
Doctorante en sociologie
LISST-CERS, UMR 5193, Université Toulouse II-Le Mirail
lise.dassieu@univ-tlse2.fr

La définition d'un trouble à la croisée de plusieurs mondes : controverses et compromis autour des traitements de substitution aux opiacés (1995-2012)

Le milieu des années 1990 est marqué par la commercialisation en France des médicaments de substitution aux opiacés. A la même époque, la notion d'addiction fait son apparition dans la nosologie des troubles psychiatriques. En plus de rapprocher différentes dépendances dans une étiologie commune, l'addictologie rattache à la profession médicale le soin des toxicomanes, auparavant assumé par la psychanalyse. Mais les traitements de substitution relèvent également de la politique de réduction des risques liés à l'usage de drogues. En effet, avant 1995, la France était l'un des seuls pays d'Europe à conserver le sevrage comme unique réponse sanitaire à la toxicomanie, ce qui contribuait à écarter de nombreux usagers de drogue des structures de soin (Bergeron ; Coppel).

Les controverses passées et actuelles autour des traitements de substitution s'inscrivent à la croisée de ces deux histoires, celle de l'addiction, définition médicale de la dépendance aux drogues, et celle de la réduction des risques, conception pragmatique de l'accès au soin pour tous les usagers de produits. Si cette « médicalisation » de la toxicomanie a rapidement été considérée par les soignants comme une nécessité de santé publique face à la dégradation de l'état des patients, des zones d'incertitude ont subsisté quant à la fonction de ces traitements. Se donnent-ils pour objectif de « guérir la toxicomanie », ou sont-ils simplement destinés à réduire les dommages liés au mode de vie d'usager de drogue ? N'exercent-ils pas un « contrôle social » sur une population jugée responsable de nuisances à l'ordre public ? Doit-on les envisager comme un sevrage progressif menant à l'abstinence de tout produit, ou comme le traitement à vie d'une maladie chronique ? Autant de questions qui n'ont cessé de faire débat ces quinze dernières années parmi les acteurs de la prise en charge (intervenants en toxicomanie, associations de réduction des risques, médecins généralistes, pharmaciens...).

Sur la base de l'analyse d'entretiens auprès de ces soignants, ainsi que de documents d'archives restituant les prises de positions publiques d'acteurs locaux dans des revues professionnelles et des conférences, notre contribution propose de retracer les controverses et les résistances successives autour des traitements de substitution dans une ville française. Ces controverses accentuent l'instabilité du « trouble » traité par ces médicaments. Elles mettent en conflit mais aussi parfois en complémentarité différentes définitions, à la frontière des mondes médical, psychologique, social, mais aussi juridique et moral.